

Assignation en référé devant le président du tribunal judiciaire, fondée sur l'article 835, alinéa 2 du code de procédure civile : accord d'une provision au créancier ou exécution de l'obligation

- Procédure sans représentation obligatoire -
C. pr. civ., art. 835, al. 2

Commentaire

Ordonnance de référé : code de procédure civile, articles 484 et suivants

L'ordonnance de référé est une décision provisoire rendue à la demande d'une partie, l'autre présente ou appelée, dans le cas où la loi confère à un juge qui n'est pas saisi du principal le pouvoir d'ordonner immédiatement les mesures nécessaires (C. pr. civ., art. 484). L'ordonnance de référé n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

Elle ne peut être modifiée ou rapportée en référé qu'en cas de circonstances nouvelles (C. pr. civ., art. 488).

En cas de nécessité, le juge peut ordonner que l'exécution aura lieu au seul vu de la minute (C. pr. civ., art. 489).

Le juge des référés a la faculté de renvoyer l'affaire en état de référé devant la formation collégiale de la juridiction à une audience dont il fixe la date (C. pr. civ., art. 487).

Création du tribunal judiciaire

La Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice avait prévu la fusion des tribunaux de grande instance et d'instance au sein d'une juridiction unique le tribunal judiciaire. Le décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019 vient parachever cette nouvelle organisation judiciaire en modifiant profondément le code de procédure civile. L'ensemble des dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020, certaines sont applicables aux instances en cours.

Le tribunal judiciaire connaît de toutes les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée, en raison de la nature de la demande, à une autre juridiction (COJ, art. L. 211-3 mod. par L. n° 2019-222 du 23 mars 2019).

Le tribunal judiciaire peut comprendre, en dehors de son siège, des chambres de proximité dénommées « tribunaux de proximité » dont le siège et le ressort ainsi que les compétences matérielles sont fixées en décret (COJ, art. L. 212-8 créé par L. n° 2019-222 du 23 mars 2019 et COJ, art. R. 212-18 mod. par décr. n° 2019-912 du 30 août 2019).

Dans chaque tribunal judiciaire, un ou plusieurs magistrats exercent les fonctions de juges aux affaires familiales (COJ, art. L. 213-3 et s. mod. par L. n° 2019-222 du 23 mars 2019), de juge de l'exécution (COJ, art. L. 213-5 et s. mod. par L. n° 2019-222 du 23 mars 2019).

Au sein du tribunal judiciaire un ou plusieurs juges exercent les fonctions de juge des contentieux de la protection (COJ, art. L. 213-4-1 et s. créés par L. n° 2019-222 du 23 mars 2019).

C'est une nouvelle formation qui est créée pour connaître des dossiers de tutelles majeurs, des expulsions des personnes qui occupent aux fins d'habitation des immeubles bâtis sans droit ni titre, des actions dont un contrat de louage d'immeubles à usage d'habitation ou un contrat portant sur l'occupation d'un logement est l'objet, la cause ou l'occasion, les actions relatives à l'application de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, des mesures de traitement des situations de surendettement, des litiges de consommation.

Enfin le président du tribunal judiciaire a compétence dans les matières déterminées par les lois et les règlements (COJ, art. R. 213-1 et s. mod. par décr. n° 2019-912 du 30 août 2019).

Lorsque le tribunal judiciaire est appelé à connaître, en matière civile, d'une action personnelle ou mobilière portant sur une demande dont le montant est inférieur ou égal à la somme de 5 000 €, le tribunal judiciaire statue en dernier ressort (COJ, art. R. 211-3-24 créé par décr. n° 2019-912 du 30 août 2019).

Le tribunal judiciaire a compétence exclusive dans les matières suivantes :

- 1° Etat des personnes : mariage, filiation, adoption, déclaration d'absence ;
- 2° Annulation des actes d'état civil, les actes irrégulièrement dressés pouvant également être annulés par le procureur de la République ;
- 3° Successions ;
- 4° Amendes civiles encourues par les officiers de l'état civil ;
- 5° Actions immobilières pétitoires ;
- 6° Récompenses industrielles ;
- 7° Dissolution des associations ;
- 8° Sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire lorsque le débiteur n'exerce ni une activité commerciale ni une activité artisanale ;
- 9° Assurance contre les accidents et les maladies professionnelles des personnes non salariées en agriculture ;
- 10° Droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière, droits de timbre et contributions indirectes et taxes assimilées à ces droits, taxes ou contributions ;
- 11° Baux commerciaux à l'exception des contestations relatives à la fixation du prix du bail révisé ou renouvelé, baux professionnels et conventions d'occupation précaire en matière commerciale ;
- 12° Inscription de faux contre les actes authentiques ;
- 13° Actions civiles pour diffamation ou pour injures publiques ou non publiques, verbales ou écrites
- 14° Contestations concernant le paiement, la garantie ou le remboursement des créances de toute nature recouvrées par l'administration des douanes et les autres affaires de douanes, dans les cas et conditions prévus au code des douanes (COJ, art. R. 211-3-26 créé par décr. n° 2019-912 du 30 août 2019).

Saisine du président du tribunal judiciaire

La demande en justice est formée par assignation. Elle peut l'être également par requête lorsque le montant de la demande n'excède pas 5 000 € en procédure orale ordinaire ou dans certaines matières fixées par la loi ou le règlement. Dans tous les cas, les parties peuvent saisir la juridiction par une requête conjointe (C. pr. civ., art. 750 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 déc. 2019).

L'assignation est l'acte d'huissier de justice par lequel le demandeur cite son adversaire à comparaître devant le juge (C. pr. civ., art. 55). La demande est portée à une audience dont la date est communiquée par tout moyen au demandeur (C. pr. civ., art. 751 part. mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Tentative de résolution amiable préalable

A peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office, la demande en justice doit être précédée, au choix des parties, d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice, d'une tentative de médiation ou d'une tentative de procédure participative, lorsqu'elle tend au paiement d'une somme n'excédant pas 5 000 euros ou lorsqu'elle est relative à l'une des actions mentionnées aux articles R. 211-3-4 et R. 211-3-8 du code de l'organisation judiciaire. Il s'agit principalement des actions de bornage, plantations, élagages, constructions et travaux de l'article 674 du code civil, curages des fossés et canaux servant à l'irrigation des propriétés, servitudes.

Les parties sont dispensées de l'obligation mentionnée au premier alinéa dans les cas suivants :

1° Si l'une des parties au moins sollicite l'homologation d'un accord ;
2° Lorsque l'exercice d'un recours préalable est imposé auprès de l'auteur de la décision ;
3° Si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionnés au premier alinéa est justifiée par un motif légitime tenant soit à l'urgence manifeste soit aux circonstances de l'espèce rendant impossible une telle tentative ou nécessitant qu'une décision soit rendue non contradictoirement soit à l'indisponibilité de conciliateurs de justice entraînant l'organisation de la première réunion de conciliation dans un délai manifestement excessif au regard de la nature et des enjeux du litige ;

4° Si le juge ou l'autorité administrative doit, en application d'une disposition particulière, procéder à une tentative préalable de conciliation (C. pr. civ., art. 750-1 créé par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Par conséquent, il conviendrait, à peine d'irrecevabilité, que les parties, sauf créance supérieure à 5 000 € ou exceptions prévues par le texte, justifient au préalable d'une tentative de règlement amiable du différend. Cela vaudrait également en référé. Le nouvel article 750-1 se trouvant, en effet, dans les dispositions communes à la procédure écrite et à la procédure orale (C. pr. civ., art. 750-1 créé par décr. n° 2019-333 du 11 déc. 2019).

Mentions contenues dans l'assignation

La demande initiale est formée par assignation ou par requête remise ou adressée au greffe de la juridiction. La requête peut être formée conjointement par les parties.

Lorsqu'elle est formée par voie électronique, la demande comporte également, à peine de nullité, les adresse électronique et numéro de téléphone mobile du demandeur lorsqu'il consent à la dématérialisation ou de son avocat. Elle peut comporter l'adresse électronique et le numéro de téléphone du défendeur.

A peine de nullité, la demande initiale mentionne :

1° L'indication de la juridiction devant laquelle la demande est portée ;

2° L'objet de la demande ;

3° a) Pour les personnes physiques, les nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance de chacun des demandeurs ;

b) Pour les personnes morales, leur forme, leur dénomination, leur siège social et l'organe qui les représente légalement ;

4° Le cas échéant, les mentions relatives à la désignation des immeubles exigées pour la publication au fichier immobilier ;

5° Lorsqu'elle doit être précédée d'une tentative de conciliation, de médiation ou de procédure participative, les diligences entreprises en vue d'une résolution amiable du litige ou la justification de la dispense d'une telle tentative ;

6° L'indication des modalités de comparution devant la juridiction et la précision que, faute pour le défendeur de comparaître, il s'expose à ce qu'un jugement soit rendu contre lui sur les seuls éléments fournis par son adversaire (C. pr. civ., art. 54 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

L'assignation contient à peine de nullité, outre les mentions prescrites pour les actes d'huissier de justice et celles énoncées à l'article 54 :

1° Les lieu, jour et heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée ;

2° Un exposé des moyens en fait et en droit ;

3° La liste des pièces sur lesquelles la demande est fondée dans un bordereau qui lui est annexé.

L'assignation précise également, le cas échéant, la chambre désignée.

Elle vaut conclusions (C. pr. civ., art. 56 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Lorsque la représentation par avocat n'est pas obligatoire, l'assignation contient, à peine de nullité, outre les mentions prescrites aux articles 54 et 56, les nom, prénoms et adresse de la personne chez qui le demandeur élit domicile en France lorsqu'il réside à l'étranger. Le cas échéant, l'assignation mentionne l'accord du demandeur pour que la procédure se déroule sans audience en application de l'article L. 212-5-1 du code de l'organisation judiciaire. L'acte introductif d'instance rappelle en outre les dispositions de l'article 832 et mentionne les conditions dans lesquelles le défendeur peut se faire assister ou représenter, ainsi que, s'il y a lieu, le nom du représentant du demandeur (C. pr. civ., art. 753 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Représentation obligatoire devant le tribunal judiciaire

Les parties sont, sauf disposition contraire, tenues de constituer avocat devant le tribunal judiciaire (C. pr. civ., art. 760 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Les parties sont dispensées de constituer avocat dans les cas prévus par la loi ou le règlement et dans les cas suivants :

1° Dans les matières relevant de la compétence du juge des contentieux de la protection ;
2° Dans les matières énumérées par les articles R. 211-3-13 à R. 211-3-16, R. 211-3-18 à R. 211-3-21, R. 211-3-23 du code de l'organisation judiciaire et dans les matières énumérées au tableau IV-II annexé au code de l'organisation judiciaire ;
3° A l'exclusion des matières relevant de la compétence exclusive du tribunal judiciaire, lorsque la demande porte sur un montant inférieur ou égal à 10 000 euros ou a pour objet une demande indéterminée ayant pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10 000 euros. Le montant de la demande est apprécié conformément aux dispositions des articles 35 à 37. Lorsqu'une demande incidente a pour effet de rendre applicable la procédure écrite ou de rendre obligatoire la représentation par avocat, le juge peut, d'office ou si une partie en fait état, renvoyer l'affaire à une prochaine audience tenue conformément à la procédure applicable et invite les parties à constituer avocat (C. pr. civ., art. 761 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

En référé, toute demande supérieure à 10 000 € donnera donc lieu à une procédure avec représentation obligatoire dans le cadre d'une procédure qui demeure orale.

CAS DE CETTE FORMULE : Référé sans représentation obligatoire

Lorsque la représentation par avocat n'est pas obligatoire, les parties se défendent elles-mêmes.

Les parties peuvent se faire assister ou représenter par :

- un avocat ;
- leur conjoint, leur concubin ou la personne avec laquelle elles ont conclu un pacte civil de solidarité ;
- leurs parents ou alliés en ligne directe ;
- leurs parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus ;
- les personnes exclusivement attachées à leur service personnel ou à leur entreprise.

Le représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial (C. pr. civ., art. 762 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Enrôlement de l'assignation

La juridiction est saisie, à la diligence de l'une ou l'autre partie, par la remise au greffe d'une copie de l'assignation.

La copie de l'assignation doit être remise dans le délai de deux mois suivant la communication de la date d'audience par la juridiction effectuée selon les modalités prévues à l'article 748-1.

Cette prise de date ne sera opérationnelle qu'à compter du 1^{er} septembre 2020 de sorte que l'enrôlement de l'assignation devra dans l'attente obéir à la règle des 15 jours avant l'audience dont la date sera indiquée par la juridiction selon une modalité différente de l'article 748-1.

En effet, le nouvel article 754 dispose « Toutefois, la copie de l'assignation doit être remise au plus tard quinze jours avant la date de l'audience lorsque :

1° La date d'audience est communiquée par la juridiction selon d'autres modalités que celles prévues à l'article 748-1 ;

2° La date d'audience est fixée moins de deux mois après la communication de cette date par la juridiction selon les modalités prévues à l'article 748-1.

La remise doit avoir lieu dans les délais prévus aux alinéas précédents sous peine de caducité de l'assignation constatée d'office par ordonnance du juge, ou, à défaut, à la requête d'une partie (C. pr. civ., art. 754 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

L'article 755 réduit ces délais en cas d'urgence de sorte qu'en référé il conviendra de retenir ce délai de 15 jours tout en vérifiant la possibilité d'enrôler plus près de l'audience

Prorogation de délai (DOM-TOM et étranger)

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, d'opposition, de tierce opposition dans l'hypothèse prévue à l'article 586 alinéa 3, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger (C. pr. civ., art. 643, mod. par décr. n°2017-892 du 6 mai 2017).

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna, les délais de comparution, d'appel, d'opposition de tierce opposition dans l'hypothèse prévue à l'article 586 alinéa 3, et de recours en révision sont augmentés d'un mois pour les personnes qui ne demeurent pas dans la collectivité territoriale dans le ressort de laquelle la juridiction a son siège et de deux mois pour les personnes qui demeurent à l'étranger (C. pr. civ., art. 644, mod. par décr. n°2017-892 du 6 mai 2017).

Demande de délais

Lorsque la représentation par avocat n'est pas obligatoire, l'assignation contient, à peine de nullité, outre les mentions prescrites aux articles 54 et 56, les nom, prénoms et adresse de la personne chez qui le demandeur élit domicile en France lorsqu'il réside à l'étranger.

Le cas échéant, l'assignation mentionne l'accord du demandeur pour que la procédure se déroule sans audience en application de l'article L. 212-5-1 du code de l'organisation judiciaire.

L'acte introductif d'instance rappelle en outre les dispositions de l'article 832 et mentionne les conditions dans lesquelles le défendeur peut se faire assister ou représenter, ainsi que, s'il y a lieu, le nom du représentant du demandeur (C. pr. civ., art. 753 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Sans préjudice des dispositions de l'article 68, la demande incidente tendant à l'octroi d'un délai de paiement en application de l'article 1343-5 du code civil peut être formée par courrier remis ou adressé au greffe. Les pièces que la partie souhaite invoquer à l'appui de sa demande sont jointes à son courrier. La demande est communiquée aux autres parties, à l'audience, par le juge, sauf la faculté pour ce dernier de la leur faire notifier par le greffier, accompagnée des pièces jointes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'auteur de cette demande incidente peut ne pas se présenter à l'audience, conformément au second alinéa de l'article 446-1. Dans ce cas, le juge ne fait droit aux demandes présentées contre cette partie que s'il les estime régulières, recevables et bien fondées (C. pr. civ., art. 832 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Procédure devant le tribunal judiciaire : code de procédure civile, article 835 al. 2

Dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, ils peuvent accorder une provision au créancier, ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire (C. pr. civ., art. 835 al. 2 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019)

Formation collégiale

Le juge des référés a la faculté de renvoyer l'affaire en état de référé devant la formation collégiale de la juridiction à une audience dont il fixe la date (C. pr. civ., art. 487).

Passerelle

A la demande de l'une des parties et si l'urgence le justifie, le président du tribunal judiciaire ou le juge des contentieux de la protection saisi en référé peut renvoyer l'affaire à une audience dont il fixe la date pour qu'il soit statué au fond. Il veille à ce que le défendeur dispose d'un temps suffisant pour préparer sa défense. L'ordonnance emporte saisine de la juridiction.

Lorsque la représentation par avocat est obligatoire devant la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée, il est ensuite procédé comme il est dit à l'article 842 et aux trois derniers alinéas de l'article 844. Lorsque le président de la juridiction a ordonné la réassignation du défendeur non comparant, ce dernier est convoqué par acte d'huissier de justice à l'initiative du demandeur (C. pr. civ., art. 837 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019)

Voies de recours : code de procédure civile, article 490

L'ordonnance peut être frappée d'appel à moins qu'elle n'émane du premier président de la cour d'appel ou qu'elle n'ait été rendue en dernier ressort en raison du montant ou de l'objet de la demande.

L'ordonnance rendue en dernier ressort par défaut est susceptible d'opposition.

Le délai d'appel ou d'opposition est de quinze jours (C. pr. civ., art. 490).

Assignation en référé devant le Président du Tribunal judiciaire de/d'
Ville

L'an Année et le Date

À la demande de :

Cas d'un demandeur personne physique

M./M^{me} Prénom Nom, profession, demeurant adresse, de nationalité ..., né/née le Date à Lieu

Ou

Cas d'un demandeur personne morale

Dénomination, forme juridique au capital de ... euros, ayant son siège social adresse, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le n° RCS ..., représentée par M./M^{me} Prénom Nom, en qualité de ...

Cas où le demandeur réside à l'étranger

Ayant élu domicile en FRANCE chez ... M/M^{me} Prénom, nom, adresse

Cas où le demandeur se défend lui-même

[...] Écrire en toutes lettres que le demandeur se défend lui-même

Ou

Cas où le demandeur se fait défendre par un avocat

Ayant pour avocat M^e/M^{es} Prénom Nom, , SCP/Cabinet/Étude Dénomination, ayant pour adresse adresse

Ou

Cas où le demandeur se fait assister ou représenter par une personne qui n'est pas avocat

Ayant pour représentant/assistant M./M^{me} Prénom Nom, profession, demeurant adresse, de nationalité ..., né/née le Date à Lieu [[Le représenté doit justifier d'un pouvoir spécial.]]

J'ai,

Indications relatives à l'huissier

M^e/M^{es} Prénom Nom, huissier de justice, SCP/Cabinet/Étude Dénomination, ayant pour adresse adresse

Donné assignation en référé

À :

Cas d'un défendeur personne physique

M./M^{me} Prénom Nom, demeurant adresse

Ou

Cas d'un défendeur personne morale

Dénomination, ayant son siège social adresse

D'AVOIR À COMPARAÎTRE devant le Président du Tribunal judiciaire de/d' Ville
statuant en référé

Sis ... [[adresse]]

Le ...[[jour]] ... à ... [[heure de convocation à l'audience]]

TRES IMPORTANT

VOUS POUVEZ VOUS DEFENDRE VOUS-MÊME EN VOUS PRESENTANT PERSONNELLEMENT A L'AUDIENCE OU VOUS FAIRE ASSISTER OU REPRESENTER PAR:

- un avocat ;
- votre conjoint, votre concubin ou la personne avec laquelle vous avez conclu un pacte civil de solidarité ;
- vos parents ou alliés en ligne directe ;
- vos parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus ;
- les personnes exclusivement attachées à votre service personnel ou à leur entreprise.

Le représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial (C. pr. civ., art. 762 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019)

A DEFAUT VOUS VOUS EXPOSEZ A CE QU'UN JUGEMENT SOIT RENDU CONTRE VOUS SUR LES SEULS ELEMENTS ET ARGUMENTS FOURNIS PAR VOTRE ADVERSAIRE

Sans préjudice des dispositions de l'article 68, la demande incidente tendant à l'octroi d'un délai de paiement en application de l'article 1343-5 du code civil peut être formée par courrier remis ou adressé au greffe. Les pièces que la partie souhaite invoquer à l'appui de sa demande sont jointes à son courrier. La demande est communiquée aux autres parties, à l'audience, par le juge, sauf la faculté pour ce dernier de la leur faire notifier par le greffier, accompagnée des pièces jointes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'auteur de cette demande incidente peut ne pas se présenter à l'audience, conformément au second alinéa de l'article 446-1. Dans ce cas, le juge ne fait droit aux demandes présentées contre cette partie que s'il les estime régulières, recevables et bien fondées (C. pr. civ., art. 832 mod. par décr. n° 2019-333 du 11 décembre 2019).

Article 643 du code de procédure civile :

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, d'opposition, de tierce opposition dans l'hypothèse prévue à l'article 586 alinéa 3, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Article 644 du code de procédure civile :

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna, les délais de comparution, d'appel, d'opposition de tierce opposition dans l'hypothèse prévue à l'article 586 alinéa 3, et de recours en révision sont augmentés d'un mois pour les personnes qui ne demeurent pas dans la collectivité territoriale dans le ressort de laquelle la juridiction a son siège et de deux mois pour les personnes qui demeurent à l'étranger.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes, peuvent, si elles remplissent les conditions posées par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du tribunal judiciaire de leur domicile ou, (lorsque les conditions seront fixées par décret en Conseil d'Etat), auprès d'un agent de greffe d'une juridiction de l'ordre judiciaire (L. n° 91-647 du 10 juill. 1991 art. 13, mod. par Ord. n° 2019-964 du 18 septembre 2019).

Objet de la demande :

[Préciser l'objet de la demande et les diligences accomplies en vue de parvenir à une résolution amiable du litige](#)

Puis précisez le fondement de la demande :

Sur le fondement des dispositions de l'article 835 al.2 du Code de procédure civile :

La présente action entraîne pour le requérant/les requérants des frais irrépétibles, non compris dans les dépens, qu'il serait inéquitable de laisser à sa/leur charge et qu'il évalue/qu'ils évaluent d'ores et déjà à Montant euros

Par ces motifs,

Plaise au Président du Tribunal judiciaire,

– vu Motiver l'assignation en droit

– récapituler les demandes [...]

– condamner le défendeur/les défendeurs aux dépens

– condamner le défendeur/les défendeurs au paiement de Montant euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Bordereau des pièces sur lesquelles la demande est fondée :